

ANALYSE ET IMPACT ECONOMIQUE DE LA NON-ADMINISTRATION DES PREPARATIONS DE CHIMIOTHERAPIE REALISEES A L'UNITE DE RECONSTITUTION CENTRALISEE DU CHU DE GRENOBLE.

I.Federspiel, C.Rey, D.Charlety, B.Allenet, J.Calop

Département de pharmacie du CHU de Grenoble BP 217 38043 GRENOBLE cedex 9

Introduction : L'Unité de Reconstitution Centralisée (URC) du CHU de Grenoble assure la préparation de l'ensemble des chimiothérapies prescrites dans l'établissement. En cas de non administration au patient, les préparations sont retournées à l'URC par les services de soins dans le but 1/ d'assurer une élimination correcte de ces préparations 2/ de quantifier le taux de préparations non-administrées (NA) et l'impact économique pour l'hôpital 3/de cerner les principales causes de non-administration et de réfléchir à des mesures correctives.

Matériel et méthodes : Les préparations NA sont retournées à l'URC accompagnées d'une fiche de retour comportant le nom du service de soins, la date, le médicament concerné, la dose et le motif de retour. Pour l'année 2004, l'ensemble des données répertoriées a été utilisé pour calculer le coût de ces préparations et les causes de non administration. Le coût a été calculé à partir de la dose exacte de médicament utilisé sans prendre en compte le coût des dispositifs médicaux stériles. Les causes de non-administration ont été classées en évitables, inévitables et indéterminées.

Résultats : De janvier à décembre 2004, 26230 préparations ont été réalisées, et parmi celle-ci 185 ont été retournées à l'URC, soit un taux global de non administration de 0,70%.

Les causes de non administration ont été considérées comme évitables dans 61,1% des cas et inévitables dans 15,1 % des cas. 23,8% des causes restent indéterminées.

Le coût lié à la perte des préparations est estimé à 41 734 €, soit 0,61% du budget des médicaments cytotoxiques pour l'année 2004.

Discussion/conclusion : Le taux de préparations NA de 0,70 % est relativement faible et peut s'expliquer par le fait que les préparations sont réalisées de manière extemporanée. Néanmoins, l'impact économique est important. L'analyse des motifs de non administration montre que la majorité d'entre-eux est évitable. La sensibilisation des services de soins au coût représenté par ces non-administrations et l'amélioration de la communication entre l'URC et les services de soins sont nécessaires. Par ailleurs, le déploiement total de l'informatisation des chimiothérapies dans notre établissement permettra de simplifier et de sécuriser les modalités de prescription / validation / préparation et administration des chimiothérapies avec un impact probable sur les principales causes de non administrations liées au patient (altération de l'état général, sortie d'hospitalisation, décès...).